



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DE L'AGRICULTURE

Vingt-huitième session

18-22 juillet 2022

L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde (2021)

Résumé

Les ressources en terres – les sols, l'eau et la biodiversité – fournissent à l'humanité des biens et des services essentiels et permettent de produire plus de 95 pour cent des aliments que nous consommons. Les pressions énormes dont elles font l'objet ont atteint un tel niveau qu'elles compromettent la productivité des principaux systèmes agricoles et menacent les moyens d'existence.

Pour assurer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence d'une population mondiale croissante, il faudra recourir de plus en plus aux services écosystémiques, car cette croissance de la population accentue les pressions qui pèsent déjà sur les ressources en eau, en terres et en sols dans le monde. Les systèmes actuels ne permettent pas à chacun d'avoir accès à une alimentation sûre, abordable et saine, contribuent à un appauvrissement considérable de la biodiversité, accentuent la dégradation des terres et la pénurie d'eau et sont directement liés à 37 pour cent des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique.

Selon les estimations, la dégradation des terres due à l'activité humaine concerne une superficie de près de 2 milliards d'hectares dans le monde et touche près de 34 pour cent des terres agricoles mondiales et 40 pour cent de la population mondiale.

Les pratiques agricoles durables peuvent déboucher sur des améliorations directes de l'état des terres, des sols et de l'eau, avoir des retombées positives sur les écosystèmes, réduire les émissions dues à l'utilisation des terres et contribuer ainsi aux objectifs climatiques et aux objectifs de développement durable (ODD). Pour cela, il faut que nous disposions d'informations exactes et que nous transformions en profondeur notre façon de gérer ces ressources. Il faut également des mesures complémentaires dans des domaines autres que la gestion des ressources naturelles, afin de tirer un profit maximal des effets de synergie et d'opérer les arbitrages nécessaires.

Le présent document expose les principales conclusions du rapport intitulé *L'État des ressources en terres et en eau dans le monde – des systèmes au bord de la rupture* (ci-après, le rapport 2021)¹, qui sera lancé en mai 2022. Le rapport présente de nouvelles informations sur l'état des ressources en terres, en sols et en eau, ainsi que des données probantes sur l'évolution rapide et alarmante de l'utilisation de ces ressources, met en évidence les risques courus, répertorie les zones critiques recensées et donne des informations sur les possibilités et les difficultés dans ces domaines. Le rapport met au jour une situation qui s'est beaucoup détériorée ces dix dernières années, depuis la publication,

¹ Le rapport de synthèse 2021 sur *L'État des ressources en terres et en eau dans le monde* a été lancé en décembre 2021 (<https://www.fao.org/land-water/solaw2021/fr/>).

en 2011, du précédent rapport, qui attirait l'attention sur le fait qu'un grand nombre d'écosystèmes terrestres et aquatiques productifs étaient en danger. Les écosystèmes terrestres et aquatiques subissent actuellement des pressions intenses et nombre d'entre eux sont aujourd'hui soumis à un niveau de stress critique.

Suite que le Comité est invité à donner

Le Comité est invité à:

- *convenir* de l'importance de l'indispensable transition vers des systèmes agroalimentaires durables, afin de satisfaire la demande croissante d'aliments, tout en conservant la biodiversité et en préservant les ressources en terres, en sols et en eau, aux fins de la sécurité alimentaire et de la concrétisation des ODD;
- *accueillir avec satisfaction* les efforts consentis par la FAO pour communiquer régulièrement des informations actualisées sur l'état des ressources en terres et en eau, en particulier au moyen du rapport sur *L'État des ressources mondiales en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture (2021)*, et à *recommander* à la FAO de considérer le rapport comme une de ses publications phares;
- *encourager* les Membres à diffuser largement le rapport 2021 et à renforcer la coopération afin d'utiliser les évaluations du rapport 2021 pour améliorer la gestion durable des ressources en terres et en eau et apporter ainsi des *améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie*.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Lifeng Li
Directeur de la Division des terres et des eaux (NSL)
Tél.: +39 06 570 52242

I. Introduction

1. Les ressources en terres – les sols, l'eau et la biodiversité – fournissent à l'humanité des biens et des services essentiels et permettent de produire plus de 95 pour cent des aliments que nous consommons, mais subissent d'énormes pressions qui ont atteint un tel niveau qu'elles compromettent la productivité des principaux systèmes agricoles et menacent les moyens d'existence.
2. L'utilisation par les humains des terres et de l'eau à des fins agricoles n'a pas encore atteint son point culminant, pourtant, tout indique que la croissance de la production agricole se ralentit, que la capacité de production s'épuise rapidement et que les dommages environnementaux se multiplient. L'intensification de la production écoresponsable et climato-intelligente peut inverser la tendance en matière de dégradation des ressources en terres et en eau et favoriser un développement durable et inclusif, ce qui va dans le sens des aspirations du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, qui vise à apporter des *améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie* pour tous, en ne laissant personne de côté.
3. Ces dix dernières années, plusieurs cadres d'action mondiaux importants ont vu le jour, notamment les objectifs de développement durable (ODD) consacrés à l'eau et aux terres et les cibles sur la santé des sols. Ces cadres sont accompagnés d'évaluations mondiales portant sur les ressources naturelles, notamment les sols, les forêts et la biodiversité, ainsi que sur la désertification et le climat.
4. Le rapport 2021² vise à faire le bilan des conséquences pour l'agriculture et à recommander des solutions permettant de faire évoluer le rôle commun que jouent les terres et l'eau dans les systèmes alimentaires mondiaux.
5. Le changement climatique et les boucles de rétroaction complexes entre le climat et les terres présentent, pour l'agriculture, des niveaux de risque aggravés qui doivent être gérés. Si l'on examine la situation globalement, on constate une convergence de facteurs qui exercent une pression sans précédent sur les ressources en terres et en eau et entraînent un ensemble d'effets et de crises touchant l'offre de produits agricoles. Le rapport 2021 indique que le temps presse et que la conscience de cette urgence doit prévaloir dans un domaine de l'action publique et du bien-être humain fort négligé jusqu'ici, à savoir la protection de l'avenir à long terme des terres, des sols et de l'eau.
6. Les crises, notamment les graves épisodes d'inondation et de sécheresse ainsi que la pandémie de covid-19, ont tendance à détourner l'attention au détriment des priorités en matière de développement. Les institutions financières internationales alertent sur le creusement des lignes de fractures entre pays développés et pays en développement, les premiers peinant à atteindre les objectifs mondiaux tandis qu'ils font face à des reprises de contamination par la covid-19 et à l'accroissement du nombre de morts lié à cette épidémie. Les programmes de relance sont autant de possibilités de s'attaquer aux urgences de manière intégrée et d'amorcer le processus de changement, y compris en matière de gestion des terres et de l'eau.
7. Les terres, les sols et l'eau sont au cœur de l'engagement de la FAO en faveur des changements encouragés lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires tenu en 2021. Une prise de conscience et des mesures s'imposent toutefois pour replacer les terres au centre de l'attention, ce qui est fondamental en vue de la sécurité alimentaire mondiale. Il est essentiel de prendre soin des terres, de l'eau et, tout particulièrement, de la santé à long terme des sols pour

² Le rapport 2021 est un effort collaboratif mené par la Division des terres et des eaux de la FAO, auquel ont participé plusieurs unités du Siège et des bureaux décentralisés et des conseillers principaux de la FAO et qui a bénéficié de contributions de partenaires clés, notamment la Griffith University, le Centre australien de recherche agronomique internationale, le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), l'Institut de recherche fédéral de Thünen, l'Institut allemand de développement (DIE), le Stockholm Environment Institute, l'Environment Law Institute, le Partenariat asiatique sur les sols, Future Earth, l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), l'Étude mondiale des approches et des technologies de conservation (WOCAT) et la Commission internationale des irrigations et du drainage (ICID).

sécuriser l'accès aux aliments dans une filière alimentaire toujours plus exigeante, garantir une production durable, promouvoir des moyens d'existence équitables et renforcer la résilience face aux chocs et aux tensions résultant de catastrophes naturelles et de pandémies. Pour ce dernier point, il faut partir de l'accès à la terre et à l'eau et de la gouvernance de ces ressources. Une gestion durable des terres, des sols et de l'eau est aussi au fondement d'une alimentation saine, nutritive et diversifiée et de chaînes de valeurs économes en ressources dans le cadre de la transition vers des modes de consommation durables.

II. Qu'y a-t-il de nouveau dans le rapport 2021?

8. Le rapport de synthèse 2021 sur *L'État des ressources mondiales en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture*, lancé en décembre 2021, voit le jour au moment où les pressions que les humains exercent sur les terres, les sols et l'eau douce s'intensifient, ce qui pousse ces ressources à la limite de leur capacité de production. À l'échelle mondiale, les cultures pluviales produisent 60 pour cent de l'alimentation et occupent 80 pour cent des terres cultivées. Les cultures irriguées, quant à elles, produisent 40 pour cent de l'alimentation et occupent 20 pour cent des terres.
9. Le rapport 2021 fait fond sur les notions et les conclusions présentées dans le précédent rapport, publié en 2011. Beaucoup de choses se sont passées pendant ces dix années. Les évaluations, les projections et les scénarios récemment produits par la communauté internationale brossent un portrait alarmant des ressources naturelles de la planète, qui met en évidence leur surexploitation, leur mauvais usage, leur dégradation, leur pollution et leur raréfaction croissante. La demande croissante d'aliments et d'énergie, les utilisations concurrentes dans l'industrie, l'agriculture et les collectivités et la nécessité de préserver et d'améliorer l'intégrité des écosystèmes et de leurs services à l'échelle planétaire créent un tableau extrêmement complexe, dans lequel foisonnent les liens et les interdépendances.
10. Le rapport 2021 adopte l'approche DPSIR (*drivers-pressures-state-impact-response*: forces motrices-pressions-état-impacts-réponses). Ce cadre éprouvé permet d'analyser les relations importantes et imbriquées entre la production agricole durable, la société et l'environnement et d'en faire rapport. L'approche DPSIR offre une structure de présentation des relations de cause à effet qui aboutit à des recommandations clés pour l'action publique et permet aux décideurs publics d'évaluer le sens et la nature des changements nécessaires s'ils veulent faire avancer la gestion durable des ressources en terres et en eau.
11. Les forces motrices de la demande de ressources en terres et en eau sont complexes. La FAO estime que l'agriculture devra produire près de 50 pour cent d'aliments, de fourrage et d'agrocarburants de plus qu'en 2012 pour satisfaire la demande mondiale à l'horizon 2050, tout en restant sur la voie d'une concrétisation de l'objectif Faim zéro d'ici à 2030. La tendance à la baisse du nombre de personnes sous-alimentées, que l'on avait réussi à enclencher dans les premières années de ce siècle, s'est inversée. En effet, on est passé de 604 millions de personnes sous-alimentées en 2014 à 768 millions en 2020. À l'échelle mondiale, il semble possible de répondre aux besoins nutritionnels de 9,7 milliards de personnes d'ici à 2050, mais, au niveau local, il est à craindre que les problèmes que posent les schémas de production et de consommation empirent, ce qui entraînerait une hausse des niveaux de sous-alimentation et d'obésité au sein d'une population toujours plus nombreuse et plus mobile. Il sera difficile de répondre à la demande croissante de calories pour satisfaire la population et les perspectives concernant la hausse des revenus sont limitées, car les cultures s'étendent vers des terres marginales et les terres existantes souffrent de l'érosion et de l'épuisement des stocks de carbone, des éléments nutritifs et de la biodiversité des sols.
12. Les possibilités d'étendre les superficies cultivées sont limitées. Des terres agricoles fertiles disparaissent en raison de l'urbanisation. L'irrigation représente déjà 70 pour cent de tous les prélèvements d'eau douce. La dégradation anthropique des terres, la raréfaction de l'eau et le changement climatique augmentent les niveaux de risque pour la production agricole et les services écosystémiques à des moments et dans des endroits où la croissance économique est la plus nécessaire.
13. La majeure partie des pressions exercées sur les ressources mondiales en terres, en sols et en eau proviennent de l'agriculture elle-même. L'augmentation de l'utilisation d'intrants chimiques (non organiques), le recours à la mécanisation agricole et l'impact global de l'accroissement de la

monoculture et de l'intensité de pâturage se concentrent sur un stock de terres agricoles en recul. Ils produisent un ensemble d'externalités qui débordent sur d'autres secteurs, dégradant les terres et polluant les ressources en eau de surface et en eau souterraine.

14. Les impacts de ces pressions cumulatives sur les terres et l'eau touchent largement les communautés rurales, en particulier là où la base de ressources est limitée et où la dépendance est forte, mais aussi, dans une certaine mesure, les populations urbaines pauvres, pour qui les autres sources de nourriture sont restreintes. La dégradation anthropique des ressources en terres, en sols et en eau réduit la capacité potentielle de production, l'accès à une nourriture nutritive et, plus généralement, la biodiversité et les services environnementaux, qui sont à la base de moyens d'existence résilients et propices à une vie en bonne santé.

15. Limiter la dégradation des terres et les émissions de carbone et prévenir l'aggravation de la pollution et de la perte de services environnementaux tout en maintenant les niveaux de production représente pour l'agriculture un enjeu central. Les solutions doivent comprendre une gestion des terres climato-intelligente, attentive aux variations des processus pédologiques et hydrologiques. Il existe des modes de gestion susceptibles d'accroître la productivité et les niveaux de production, à condition de transposer à plus grande échelle les innovations en matière de gestion et de technologies pour faciliter la transition vers des systèmes agroalimentaires durables. Cependant, rien de tout cela ne pourra avancer sans une planification et une gestion des ressources en terres, en sols et en eau, ce qui exige une gouvernance efficace des terres et de l'eau.

16. Si l'on veut parvenir à la sécurité alimentaire et à une production durable et atteindre les cibles des ODD, il est essentiel d'accroître la productivité des terres et de l'eau. Cela étant, il n'existe pas de solution universelle. On dispose aujourd'hui d'un ensemble complet de solutions viables pour améliorer la production alimentaire et s'attaquer aux principales menaces découlant de la dégradation des terres, de la raréfaction de l'eau et de la baisse de qualité de cette ressource. Le rapport 2021 indique comment organiser les réponses institutionnelles et techniques en un tout pour faire face aux enjeux d'une sécurité hydrique et alimentaire croissante dans les domaines relatifs aux terres, aux sols et à l'eau et, plus généralement, dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires. Le rapport souligne l'importance des approches intégrées dans la gestion des ressources en terres et en eau. La gestion durable des terres, la gestion durable des sols et la gestion intégrée des ressources en eau sont des exemples d'approches de ce type, qui peuvent être associées à de l'innovation technologique, des données et des politiques pour accélérer l'amélioration de l'efficacité dans l'utilisation des ressources, augmenter la productivité et aligner les progrès sur les ODD.

17. L'un des points essentiels dont il faut prendre conscience est le fait que de nombreux agents du changement ne profitent toujours pas des avantages des avancées techniques. C'est le cas des groupes touchés par une pauvreté extrême et des groupes socialement défavorisés, qui pour la plupart vivent dans les zones rurales. Des solutions techniques aux problèmes touchant spécifiquement les terres et l'eau peuvent être à portée de main, mais leur application dépendra en grande partie de la façon dont ces ressources sont allouées. Pour que l'adoption à grande échelle de formes inclusives de gouvernance des terres et de l'eau soit possible, il faudra nécessairement une volonté politique, des politiques adaptatives et des investissements d'accompagnement. Si l'on veut créer les changements porteurs de transformation nécessaires pour parvenir à des modèles d'agriculture durable susceptibles d'améliorer les revenus et de soutenir les moyens d'existence tout en protégeant et en restaurant la base de ressources naturelles, il est essentiel de concentrer l'action, en premier lieu, sur la gouvernance des terres et de l'eau.

18. Des mesures complémentaires d'importance seront également nécessaires dans les systèmes agroalimentaires au-delà de l'exploitation pour maximiser les effets de synergie et gérer les arbitrages avec les secteurs connexes, notamment la production énergétique. À cette fin, il sera peut-être nécessaire d'opérer, en matière d'action publique et sur les plans institutionnel et technique, des changements qui rompent avec les modèles privilégiant le statu quo.

19. Les tendances actuelles à l'épuisement des ressources naturelles indiquent que l'agriculture, pluviale ou irriguée, produit à la limite de la durabilité, voire outrepassé cette limite. Il est donc essentiel de faire naître au cœur des systèmes alimentaires mondiaux un sentiment d'urgence quant aux transformations à opérer.

III. Principales constatations du rapport 2021

20. Le rapport 2021 met au jour une situation qui s'est beaucoup détériorée ces dix dernières années, depuis la publication du précédent rapport en 2011. Les pressions sur les écosystèmes terrestres et aquatiques sont aujourd'hui intenses et nombre d'entre eux sont aujourd'hui soumis à un niveau de stress critique. Les auteurs du rapport estiment que la concrétisation des ODD, dans un contexte de changement climatique, de perte de biodiversité et dégradation des terres, dépendra de l'efficacité avec laquelle nous gérerons les risques qui pèsent sur la qualité de nos écosystèmes terrestres et aquatiques, de la façon dont nous associeront des solutions techniques et institutionnelles novatrices pour tenir compte de circonstances locales et, surtout, de notre capacité à mettre l'accent sur l'amélioration des systèmes de gouvernance des terres et de l'eau.

Les schémas actuels d'intensification de l'agriculture s'avèrent non durables

21. Les pressions exercées sur les ressources en terres et en eau ont atteint un tel niveau qu'elles compromettent la productivité des principaux systèmes agricoles et menacent les moyens d'existence.

22. Les systèmes agricoles sont en train de se polariser. Les vastes exploitations commerciales se taillent désormais la part du lion en ce qui concerne l'utilisation des terres agricoles, tandis que l'émiettement des petites structures concentre l'agriculture de subsistance sur des terres exposées à la dégradation et au manque d'eau.

23. Les estimations indiquent que la dégradation anthropique des terres concerne une superficie de près de 2 milliards d'hectares dans le monde et touche environ 3,2 milliards de personnes, soit 40 pour cent de la population mondiale.

24. La dégradation des terres, la sécheresse et la pénurie d'eau qui en découle compromettent la production agricole et accroissent la pauvreté et la malnutrition dans toutes les régions.

La dégradation anthropique des terres a des répercussions sur la production alimentaire et l'agriculture durables, les moyens de subsistance et la lutte contre la pauvreté.

25. Les systèmes terrestres et aquatiques parviennent tout juste à répondre à la demande d'un système alimentaire mondial de plus en plus complexe, sous l'effet d'une croissance démographique incessante et de l'évolution des habitudes alimentaires. La marge d'extension des superficies agricoles productives est faible, alors que plus de 95 pour cent de la production alimentaire provient de la terre. L'intégrité environnementale de ces systèmes doit être protégée pour qu'ils puissent continuer de fonctionner.

26. Les problèmes sociaux et les risques environnementaux auxquels l'agriculture fait face continuent de se multiplier. Les pressions exercées sur les ressources en terres et en eau proviennent en grande partie de l'agriculture et, plus largement, des systèmes agroalimentaires, qui produisent une grande quantité d'émissions de gaz à effet de serre et une pollution agressive des sols et des eaux. Les risques à évolution lente liés à la dégradation anthropique des terres, à l'érosion du sol, à la salinisation et à la pollution des eaux souterraines peuvent ne pas être flagrants, mais leurs racines sont profondes et ils sont tenaces. Le rôle de la gestion des sols et de l'eau dans la réduction des émissions de gaz à effets de serre de l'agriculture sera essentiel.

Des solutions existent, mais il faut les transposer à plus grande échelle

27. Malgré les pressions et les difficultés décrites ci-dessus, la dégradation et l'épuisement des terres et de l'eau peuvent être inversés dans une certaine mesure, mais pour y parvenir, il faut agir à plus grande échelle en réformant la gouvernance des terres et de l'eau.

28. Il ne fait aucun doute que l'«espace des solutions» de l'agriculture s'est agrandi. Les progrès de la recherche agronomique ont élargi la palette technique de la gestion des terres et de l'eau. Les améliorations rapides observées dans les technologies de l'information ouvrent des perspectives de démocratie numérique. Cela étant, pour pouvoir appliquer les solutions à grande échelle, il va falloir ajuster la gouvernance des terres et de l'eau de sorte que les progrès soient inclusifs et que les agriculteurs soient soutenus sur la voie de l'innovation.

29. Toute avancée dans la transformation des systèmes agroalimentaires visant à répondre à la demande future nécessitera que l'on s'intéresse tout particulièrement à la planification des ressources foncières, dans laquelle des analyses systémiques des terres, des sols et de l'eau sont associées à un suivi de la pauvreté et de la sécurité alimentaire. Les outils de planification et de gestion sont disponibles. La collecte des données et la diffusion des informations doivent être améliorées. Il sera essentiel de suivre les effets du changement climatique sur l'aptitude à mettre en œuvre des pratiques agroécologiques, en vue d'une planification tout au long des filières et des chaînes d'approvisionnement alimentaires.
30. La mise en œuvre de plans selon des approches multisectorielles intégrées n'est pas nécessairement complexe. Les approches de ce type peuvent être intuitives et ne nécessitent parfois qu'une collaboration étroite des différents secteurs. Cela étant, les agriculteurs et les gestionnaires des ressources doivent être beaucoup plus conscients des risques et travailler de concert avec les planificateurs lorsqu'ils établissent leurs mesures et plans d'intervention en cas d'urgence.
31. Les investissements agricoles devront être réorientés de façon à stabiliser durablement la base de ressources naturelles de l'agriculture et les moyens d'existence de ceux qui en dépendent. Planifier une sortie de la spirale négative que représentent la dégradation des terres et la raréfaction de l'eau est une démarche prometteuse si on l'associe à des incitations porteuses d'avenir visant une atténuation du changement climatique et une adaptation aux effets de celui-ci. Il est désormais possible d'apporter aux projets agricoles un financement progressif, en plusieurs phases, qui peut être lié à la redirection de mesures d'incitation, afin d'assurer la continuité du fonctionnement des systèmes terrestres et aquatiques.
32. La future production agricole dépendra de la gestion des risques qui menacent les terres, les sols et l'eau et il faudra améliorer les synergies dans ce domaine pour que les systèmes continuent de fonctionner. Ce point est essentiel si l'on veut maintenir les taux de croissance agricole nécessaires sans mettre davantage en péril la production des services environnementaux.
33. Les ressources en terres et en eau devront être protégées. Il ne reste désormais qu'une marge de manœuvre étroite pour renverser les tendances à la détérioration et à l'épuisement des ressources, or la complexité et l'ampleur de la tâche ne doivent pas être sous-estimées.
34. La gouvernance des terres et de l'eau doit être plus inclusive et plus adaptative. Une gouvernance inclusive est essentielle pour allouer et gérer les ressources naturelles, faute de quoi les solutions techniques visant à atténuer la dégradation des terres et la pénurie d'eau n'ont guère de chances de réussir.
35. Des solutions intégrées doivent être planifiées à tous les niveaux pour pouvoir être portées à plus grande échelle. La planification permet de définir des seuils critiques pour les systèmes de ressources naturelles et d'amener un renversement du mouvement de dégradation des terres si ces seuils sont intégrés dans des ensembles de mesures ou des programmes d'appui technique, institutionnel et financier et d'appui à la gouvernance.
36. Il est possible de prendre soin des sols négligés et de faire face à la sécheresse et au manque d'eau en adoptant de nouvelles approches technologiques et de nouvelles logiques de gestion.
37. Le soutien à l'agriculture et l'investissement dans ce secteur peuvent être réorientés vers des bénéfices sociaux et environnementaux résultant de la gestion des terres et de l'eau.